

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MODERNE OCEAN INDIEN

Société Anonyme au capital de 4 575 776 €
Siège social : 28, Rue Lislet Geoffroy – CS 91028 - 97495 Sainte Clotilde, Ile-de-la Réunion.
333 353 944 R.C.S. Saint-Denis

Exercice clos le 31 décembre 2024.

A. — Comptes annuels.

I. — Bilan.
(En Euros)

Actif	2024	2023
Caisses, banques centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit	158 388 974,06	146 816 960,99
Créances sur la clientèle	699 509 464,77	706 860 554,72
Autres concours à la clientèle	699 509 464,77	706 860 554,72
Comptes ordinaires débiteurs		
Participations et activité de portefeuille	810 000,00	810 000,00
Crédit bail et location avec option d'achat	227 225 527,29	207 541 388,99
Immobilisations incorporelles	17 669,31	20 499,46
Immobilisations corporelles	1 356 530,22	1 501 661,61
Autres actifs	8 239 778,81	6 415 501,31
Comptes de régularisation	9 891 639,37	13 423 847,62
Total actif	1 105 439 583,83	1 083 390 414,70

Passif	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit	1 062 303 101,80	1 028 426 722,00
A vue	7 976 942,40	12 517 099,40
A terme	1 033 300 000,00	1 001 500 000,00
Dettes rattachées	21 026 159,40	14 409 622,60
Comptes créditeurs de la clientèle	2 064 024,38	3 290 375,22
Autres passifs	8 551 375,88	6 718 135,21
Comptes de régularisation	13 466 687,62	14 795 120,96
Provisions pour risques et charges	198 502,00	112 349,41
Provisions réglementées		
Capital souscrit	4 575 776,00	4 575 776,00
Primes d'émission	979 763,77	979 763,77
Réserves	3 760 527,53	3 760 527,53
Report à nouveau	5 848 933,16	7 481 534,95
Résultat	3 690 891,69	13 250 109,65
Total passif	1 105 439 583,83	1 083 390 414,70

Engagements hors bilan	2024	2023
Engagements donnés :		
Engagements en faveur de la clientèle	71 809 536,51	64 985 287,52

II. — Compte de résultat

(En euros)	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	57 915 866,95	49 932 861,05
Intérêts et charges assimilées	-36 915 695,07	-25 436 018,10
Produits s/opérations de CB et assimilées	118 701 597,85	109 176 407,27
Charges s/opérations de CB et assimilées	-109 918 887,83	-98 529 482,26
Produits sur titre à revenus variables	284 040,00	92 340,00
Commissions (produits)	2 509 398,51	2 730 761,31
Commissions (charges)	-158 199,06	-189 462,92
Perte sur opérations de change	20,17	1 477,69
Autres produits d'exploitation bancaire	16 052 819,29	15 828 948,69
Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	48 470 960,81	53 607 832,73
Charges générales d'exploitation	-27 138 342,65	-26 122 151,48
Dotations aux amortissements et provisions	-223 408,79	-266 713,82
Résultat brut d'exploitation	21 109 209,37	27 218 967,43
Coût du risque	-16 615 842,75	-8 879 861,25
Résultat d'exploitation	4 493 366,62	18 339 106,18
Gains sur actifs immobilisés		-45 778,03
Résultat courant avant impôts	4 493 366,62	18 293 328,15
Résultat exceptionnel	349 648,67	231 503,51
Impôts sur les bénéfices	-1 152 123,60	-5 274 722,01
Dot./reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	3 690 891,69	13 250 109,65

III. — Annexe aux comptes sociaux.
 (Exercice clos le 31 décembre 2024)
I. – Principes et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de Crédit Moderne Océan Indien sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date.

L'exercice social de la SACMOI commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Les faits marquants de l'exercice.

L'année 2024 a été marquée par un ralentissement de l'activité économique à la Réunion. La consommation des ménages a été inhibée, malgré la baisse graduelle de l'inflation. Leur vulnérabilité financière a significativement augmenté au cours de cet exercice. L'investissement résidentiel, comme l'investissement des entreprises n'ont pas encore entamé leur redressement. Les secteurs du commerce et des industries manufacturières ont été particulièrement affectés par le ralentissement de l'activité. La trésorerie et les délais de paiement se sont particulièrement dégradés, reflétant les difficultés financières des entreprises et se traduisant par des niveaux élevés de défaillances.

Les professionnels restent pessimistes s'agissant de l'activité économique et se révèlent prudents concernant la matérialisation d'une reprise début 2025, au regard de leurs perspectives d'investissement.

Dans ce contexte particulier, Crédit Moderne Océan Indien a maintenu une politique d'octroi sélective afin de limiter son exposition et maîtriser notre risque.

1) Opérations avec la clientèle.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application au règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les **encours restructurés** sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés qui constituent une sous-catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les **encours douteux** qui se composent des créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. La définition du défaut est cohérente avec celle du défaut bâlois, qui tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de 90 jours, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.
- Les **encours douteux compromis** qui constituent une sous-catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an. Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Compte-tenu des caractéristiques de ses portefeuilles de crédit, Le Crédit Moderne Océan Indien utilise par simplification les taux d'intérêt contractuels clients pour l'actualisation et non les taux d'intérêt effectifs.

Lorsqu'intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

La reprise de l'effet d'actualisation figure au même titre que les intérêts en Produit Net Bancaire.

Dans le cadre de l'implémentation d'IFRS 9 pour les besoins des comptes consolidés du groupe, un nouveau processus de calcul des provisions a été mis en place avec l'implémentation d'un nouvel outil de calcul des provisions. Cet outil sert également à calculer les provisions pour les comptes sociaux de la société.

2) Enregistrement des produits et des charges.

Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celle-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

3) Titres de participation.

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées, inscrits ou non à la cote officielle, sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de l'écart constaté.

La valeur d'utilité est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation documentée fondée sur les éléments disponibles tels que l'actif net réévalué.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

4) Crédit-bail

Le crédit-bail suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'Urgence, relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-1 et 313-7 du Code monétaire et financier.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée qui varie de 24 mois à 60 mois.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale du matériel est inférieure à la valeur comptable.

Il est constitué une provision pour réserve latente lorsque l'amortissement financier excède l'amortissement comptable. Cette provision est réintégrée extra-comptablement pour le calcul du résultat fiscal.

5) Immobilisations.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Les amortissements sont pratiqués suivant le système linéaire et selon les durées d'utilisation inscrites ci-dessous.

Logiciel acquis	1 à 3 ans
Immeubles	20 ans
Agencements, installations	5 à 8 ans
Véhicules	4 ans
Matériels de bureaux et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8 ans

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an.

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur significative, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation sauf dans le cas du fonds commercial. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

6) Créances et dettes envers les établissements de crédits.

Les dettes envers les établissements de crédit sont constituées de contrats auprès du Groupe BNP Paribas dans le cadre du refinancement de la production globale.

7) Impôts sur les sociétés.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, Crédit Moderne Océan Indien comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, le Crédit Moderne Océan Indien comptabilise un impôt différé.

Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

8) Provisions pour retraites.

Les engagements de retraite et assimilés sont évalués suivant des hypothèses actuarielles et sont provisionnés dans les comptes au titre du personnel en activité susceptible d'en bénéficier.

En France, les changements induits par la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière selon IAS 19 – 104 dont l'impact comptabilisé en compte de résultat est non significatif.

9) Cout du risque.

La rubrique « coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie et de crédit, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers.

Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

II. – Informations sur les comptes du bilan.

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires

ACTIF

— Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2024	2023
Comptes ordinaires	16 848 576	82 582 383
Comptes et prêts	139 000 000	63 000 000
Créances rattachées	2 540 398	1 234 578
Total	158 388 974	146 816 961

L'ensemble des comptes ordinaires et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des comptes et prêts au 31 décembre 2024 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
139 000 000	10 000 000	10 000 000	119 000 000	

PASSIF

— Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2024	2023
Comptes ordinaires	7 976 942	12 517 099
Emprunts	1 033 300 000	1 001 500 000
Créances rattachées	21 026 159	14 409 623
Total	1 062 303 102	1 028 426 722

L'ensemble des comptes ordinaires et des dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

— Echéancier des emprunts au 31 décembre 2024 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
1 033 300 000	85 000 000	259 400 000	671 000 000	17 900 000

— Remboursements et nouveaux emprunts contractés sur l'exercice :

Emprunts	2024	2023
Remboursements	699 000 000,00	614 500 000,00
Nouveaux emprunts	731 000 000,00	768 900 000,00

2) Informations relatives aux opérations avec la clientèle

ACTIF

Actif	2024	2023
Encours sains	664 878 804,37	677 367 967,93
Encours sains restructurés	0,00	0,00
Commissions assimilables à des intérêts	6 106 732,39	6 344 854,55
Total encours sains	670 985 536,76	683 712 822,48
Valeurs non imputées		
Encours douteux	54 162 697,49	41 781 632,03
Encours douteux compromis	3 154 540,83	4 488 628,70
Total encours douteux	57 317 238,32	46 270 260,73
Provisions	-29 549 932,87	-23 990 708,85
Encours douteux net	27 767 305,45	22 279 551,88
Créances rattachées	756 622,56	868 180,36
Total	699 509 464,77	706 860 554,72

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2024 (durées restant à courir, hors créances rattachées, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
670 985 536,76	51 625 564,51	133 337 995,31	428 523 153,21	57 498 823,73

3) Dépréciation sur créances clients :

	2023	Dotations	Reprises	2024
Provisions	-23 990 708,85	-19 041 569,89	13 482 345,87	-29 549 932,87

4) Crédit-bail et location avec option d'achat :

Crédit-bail et LOA	Valeur nette au	Acquisitions	Cessions	Valeur nette	Variation N vs N-1	
	31/12/2023	Dotations	Reprises	au 31/12/2024	En Nombre	En %
Valeur brute	356 287 459,64	115 772 558,53	-85 891 408,58	386 168 609,59	29 881 149,95	8,4%
Valeur brute immob non louées	5 116 084,52	2 708 560,62	-202 095,36	7 622 549,78	2 506 465,26	49,0%
Amortissements	-151 623 030,95	-84 544 416,78	63 235 886,43	-172 931 561,30	-21 308 530,35	14,1%
Amortissements immobilisations non louées	-3 811 400,02	-1 585 829,48	201 501,02	-5 195 728,48	-1 384 328,46	36,3%
Valeur nette comptable	205 969 113,19	32 350 872,89	-22 656 116,49	215 663 869,59	9 694 756,40	4,7%
Créances rattachées	8 431 376,32	48 675 117,96	-48 048 832,71	9 057 661,57	626 285,25	7,4%
Créances douteuses	6 018 373,87	91 421 409,17	-88 662 525,76	8 777 257,28	2 758 883,41	45,8%
Dépréciations pour créances douteuses	-3 141 413,57	-2 906 038,89	2 201 606,95	-3 845 845,51	-704 431,94	22,4%
Dépréciations des immobilisations ITNL	-1 304 090,16	-1 132 615,29	9 289,81	-2 427 415,64	-1 123 325,48	86,1%
Total	215 973 359,65	168 408 745,84	-157 156 578,20	227 225 527,29	11 252 167,64	5,2%

5) Immobilisations corporelles et incorporelles :

Immobilisations	Valeur nette au	Acquisitions	Cessions	Valeur nette
	31/12/2023	DOTATIONS	REPRISES	au 31/12/2024
Incorporelles :				
Valeur brute	1 126 109,17	0,00		1 126 109,17
Amortissements	-1 105 609,71	-2 830,15		-1 108 439,86
Valeur nette comptable	20 499,46	-2 830,15	0,00	17 669,31
Corporelles :				
Immobilisations en cours	123 361,95	57 684,26	-181 046,22	-0,01
Valeur immobilisation corporelles brute (hors immob non loues)	5 151 830,69	198 809,21	0,00	5 350 639,90
Amortissements	-3 773 531,03	-220 578,64		-3 994 109,67
Valeur nette comptable	1 501 661,61	35 914,83	-181 046,22	1 356 530,22
Total	1 522 161,07	33 084,68	-181 046,22	1 374 199,53

6) Autres actifs :

Autres actifs	2024	2023
Dépôts et cautionnements	37 316,00	34 911,00
Personnel et organismes sociaux	6 682,67	2 105,93
Etats impôts sur les bénéfices	2 669 975,44	2 491 266,55
TVA	1 559 889,39	944 317,30
Avances permanentes	36 360,32	36 360,32
Comptes courant Neuilly Contentieux	0,00	0,00
Débiteurs divers	3 929 554,99	2 906 540,21
Total	8 239 778,81	6 415 501,31

7) Comptes de régularisation – Actif :

Comptes de régularisation - Actif	2024	2023
Divers produits à recevoir	4 997 250,76	4 600 842,42
Charges constatées d'avance	2 535,36	10 126,02
Charges à payer ETAT	3 571,00	3 571,00
Autres comptes de régularisations et étalement de commissions	4 888 282,25	8 809 308,18
Total	9 891 639,37	13 423 847,62

8) Autres passifs :

Autres passifs	2024	2023
Fournisseurs et comptes rattachés	5 232 855,99	1 957 234,73
Dépôts de garantie crédit-bail	505,24	505,24
Personnel et dettes rattachées	1 337 098,41	1 508 488,68
Etat impôts et taxes organismes sociaux	1 979 745,05	3 250 946,20
Créditeurs divers	1 171,19	960,36
Total	8 551 375,88	6 718 135,21

9) Compte de régularisation – Passif :

Comptes de régularisation - Passif	2024	2023
Produits/Charges constatés d'avance	2 961 651,72	2 864 989,21
Produits à recevoir	0,00	2 249,00
Charges à payer	10 292 256,90	11 924 794,83
Autres comptes de régularisations	212 779,00	3 087,92
Total	13 466 687,62	14 795 120,96

10) Reserve latente et résultat financier :

Résultat financier	2024	2023
Encours financier	270 312 030,58	251 283 061,05
VNC des Immobilisations Louées	213 237 048,29	204 664 428,69
Ecart créances rattachées/compte de régularisation financier		
Réserve Latente brute	57 074 982,29	46 618 632,36
Impôts différés sur la réserve Latente	-14 742 467,93	-12 041 592,74
Réserve Latente nette exercice N	42 332 514,36	34 577 039,62
Réserve Latente nette exercice N-1	34 577 039,62	31 703 605,22
Variation de réserve latente	7 755 474,74	2 873 434,40
Résultat net social	3 690 891,69	13 250 109,65
Résultat net Financier	11 446 366,43	16 123 544,05

11) Provision pour risques et charges :

Provisions risques et charges	2023	Dotations	Reprises	2024
Provision pour Charges de retraite	112 349	231 305,75	145 153,16	198 502,00
Provision pour Engagement Sociaux Retraite	112 349	231 305,75	145 153,16	198 502,00
Total	112 349	231 305,75	145 153,16	198 502,00

12) Evolution des capitaux propres (hors provisions réglementées) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Résultat 2022	Dividende 2022	Règlementée	Période	31/12/2024
Capital social	4 575 776					4 575 776
Primes d'émission	979 764					979 764
Reserve légale	457 578					457 578
Reserve facultatives	3 302 950					3 302 950
Report à nouveau	7 481 535	13 250 110	14 882 711			5 848 933
Provisions réserve spéciale pour invest						0
Résultat de l'exercice	13 250 110	-13 250 110			3 690 892	3 690 892
Total capitaux propres	30 047 712	0	14 882 711	0	3 690 892	18 855 892

Le capital social est composé de 285 986 actions ordinaires de 16 euros nominal. Le résultat de l'exercice 2024 de CMOI est de 3 690 891.69 euros.

13) Evolution des provisions réglementées

Néant

14) Evolution des titres de participations :

Détail des titres de participations	2023	Acquisition	Cession	2024
CAFINEO	810 000,00			810 000,00
Total	810 000,00	0,00	0,00	810 000,00

15) Note sur le hors bilan.

Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement aux engagements de financement de l'activité prêts personnels.

III. – Informations sur le compte de résultat.**1) Charges et produits d'exploitation bancaire**

— Produits d'exploitation bancaire :

Les intérêts et produits assimilés se décomposent comme suit :

Intérêts et produits assimilés	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	5 232 921,10	3 761 724,62
Opérations avec la clientèle	52 682 945,85	46 171 136,43
Total	57 915 866,95	49 932 861,05

Charges d'exploitation bancaire :**1) Charges financières**

Les intérêts versés sont relatifs à des opérations effectuées avec des banques

Intérêts et charges assimilées	2024	2023
Intérêts sur les emprunts BNP PARIBAS	-35 070 978,49	-24 233 868,29
Intérêts sur les Comptes Bancaires	-1 844 716,58	-1 202 149,81
Total	-36 915 695,07	-25 436 018,10

2) Revenus des titres a revenu variable :

Revenus des titres a revenu variable	2024	2023
Dividendes CAFINEO SA	284 040,00	92 340,00
Total	284 040,00	92 340,00

CMOI détient 9.76 % des actions de la SA CAFINEO société gérante de la société en participation avec CAFINEO.

3) Commissions :

Commissions produits	2024	2023
Commissions	2 509 398,51	2 730 761,31

Ces revenus sont constitués principalement des commissions interbancaires sur les retraits DAB et indemnités de report.

Commissions charges	2024	2023
Commissions	158 199,06	189 462,92

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques.

4) Autres produits d'exploitation bancaire.

Sont notamment enregistrées dans ce poste :

- Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurances.
- Les quotes-parts de résultats de sociétés en participation.

CMOI s'est associé avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation. A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés au bilan d'un autre associé de la société en participation ayant le statut d'établissement financier et détenue conjointement par CMOI et son partenaire.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire " .

Autres produits d'exploitation bancaire	2024	2023
Commissions d'assurance	13 964 017,22	13 748 889,99
Quote-part de résultat de la SEP avec CAFINEO	2 012 462,11	1 966 025,49
Charges refacturées groupe	0,00	0,00
Autres produits	76 339,96	114 033,16
Total	16 052 819,29	15 828 948,64

5) Charges générales d'exploitation :

Charges générales d'exploitation	2024	2023
Salaires et traitements	6 185 308,66	6 075 141,19
Charges sociales	2 244 553,34	2 261 704,77
Intéressement et participation	824 485,47	1 037 041,67
Impôts, taxes assimilées sur rémunérations	224 746,71	240 179,99
Charges de personnel	9 479 094,18	9 614 067,62
Impôts et taxes	357 088,16	348 278,00
Locations	722 702,37	767 277,49
Rémunération d'intermédiaires	8 830 131,70	8 734 721,24
Services extérieurs fournis par sociétés groupe	2 943 872,69	2 938 460,82
Transport et déplacements	199 102,37	112 400,39
Autres services extérieurs	4 401 091,62	3 594 046,53
Services extérieurs	17 096 900,75	16 146 906,47
Dotations/reprises de provisions	205 259,56	12 899,39
Total	27 138 342,65	26 122 151,48

6) Cout du risque :

Cout du risque	2024	2023
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-23 982 343,99	-16 051 843,46
Pertes sur créances irrécupérables	-10 516 341,35	-5 654 728,15
Reprises de provisions sur créances douteuses	17 409 497,47	12 354 315,61
Récupérations sur créances amorties	473 345,12	472 394,75
Total	-16 615 842,75	-8 879 861,25

7) Impôts sur les sociétés :

Impôts sur les sociétés	2024	2023
Impôts sur les bénéfices	-2 777 997,11	-5 205 950,18
Charges / Produits d'impôts différés	1 625 873,51	-68 771,83
Total	-1 152 123,60	-5 274 722,01

Les charges et produits d'impôts différés constatés correspondent aux impôts liés aux différences temporaires.

L'analyse de la charge de l'impôt sur les bénéfices 2024 se traduit comme suit :

Répartition	Résultat avant Impôt	Impôt	Taux d'imposition
Résultat courant	3 690 891,69	-2 777 997,11	-75,27%
Résultat exceptionnel	349 648,67		
Résultat comptable	4 040 540,36	-2 777 997,11	-68,75%

IV. – Informations complémentaires.**— Proposition d'affectation du résultat :**

Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de **3 690 891.69 €** après impôt sur les sociétés au 31.12.2024. Après adjonction du report à nouveau créditeur de **5 848 933.16 €** constaté au 31.12.2024, le résultat à affecter s'élève à la somme de **9 539 824.85 €**.

BENEFICE A REPARTIR :		
Bénéfice net		3 690 891,69 €
Report à nouveau crédit disponible		5 848 933,16 €
Total à affecter		9 539 824,85 €
EMPLOIS :		
Dividendes		9 537 633.10 €
Report à nouveau		2 191.75 €
Total affecté		9 539 824,85 €

— Effectifs :

Effectifs (ETP Groupe)	2024	2023
Cadres	37,00	39,00
Employés et agents de maîtrise	102,70	100,50
Total	139,70	139,50

ETP Groupe : Effectifs présents en fonction du temps de présence contractuel (y compris les MAD et les détachés France et hors contrats en alternance, stagiaires et auxiliaires de vacances) et les absents payés.

— Rémunérations allouées aux dirigeants.

Eléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

— Montant total des honoraires versés aux commissaires aux comptes.

Honoraires des commissaires aux comptes	2024	2023
Cabinet Deloitte	35 000,00	26 633,00
Cabinet BDO	36 600,00	26 633,00
Total	71 600,00	53 266,00

— Créances et dettes avec les entreprises liées :

Créances et dettes avec les entreprises liées	2024	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	16 848 575,58	
Comptes prêts / emprunts	139 000 000,00	1 033 300 000,00
Autres actifs	0,00	0,00
Charges à payer	0,00	1 888 246,79
Produits à recevoir	4 819 925,28	0,00
Total	160 668 500,86	1 035 188 246,79

— Produits et charges avec les entreprises liées :

Produits et charges avec les entreprises liées	2024	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilées	-36 915 695,07	0,00
<i>Dont entreprises liées</i>	-36 915 695,07	
Charges générales d'exploitations	0,00	0,00
<i>Dont entreprises liées</i>		
Intérêts et produits assimilés	0,00	57 915 866,95
<i>Dont entreprises liées</i>		4 433 476,55
Autres produits d'exploitation bancaire	0,00	16 052 819,29
<i>Dont entreprises liées</i>		3 990 965,53
Total entreprises liées	-36 915 695,07	8 424 442,08

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Société consolidante :

Crédit Moderne Océan Indien est consolidé par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance (n°542 097 902) ayant son siège 1, boulevard Haussmann 75009 Paris et de BNP Paribas (n°662 042 449) ayant son siège 16, boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations :

Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Kerveguen - Rue Lislet Geoffroy – 97490 Sainte Clotilde.

Proposition d'affectation du résultat :

Bénéfice à répartir	
Bénéfice net	3 690 891,69 €
Report à nouveau crédit disponible	5 848 933,10 €
Total à affecter	9 539 824,79 €
Emplois	
Dividendes	9 537 633,10 €
Report à nouveau	2 191,69 €
Total affecté	9 539 824,79 €

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société CREDIT MODERNE OCÉAN INDIEN

Opinion.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Moderne Océan Indien relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur le provisionnement des risques de crédit, votre société comptabilisant des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes « Principes, règles et méthodes comptables – Opérations avec la clientèle », « Notes sur le bilan – Actif – Créances sur la clientèle », « Notes sur le bilan – Actif – Créances douteuses et compromises de crédit-bail », « Notes sur le compte de résultat – Produits sur opérations de crédit-bail », « Notes sur le compte de résultat – Charges sur opérations de crédit-bail » et « Notes sur le compte de résultat – Coût du risque », de l'annexe).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de gestion du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 28 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

BDO Paris :
Benjamin IZARIÉ ;

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL.

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

A l'assemblée générale de la société CREDIT MODERNE OCÉAN INDIEN

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et Paris-La Défense, le 28 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

BDO Paris :
Benjamin IZARIÉ ;

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL.